

Durée de validité

Art. 11. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er avril 1971 et cesse de produire ses effets le 1er avril 1972. Au cours de toute la durée de cette convention collective de travail, la paix sociale est assurée.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 23 mars 1972.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. MAJOR

Geldigheidsduur

Art. 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 april 1971 en houdt op van kracht te zijn op 1 april 1972. De sociale vrede wordt verzekerd voor de ganse duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1972.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE
ET MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

27 JUNI 1972. — Arrêté royal portant exécution de l'article 89 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 45, § 3, modifié par l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 et par la loi du 20 juillet 1971;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 89;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Prévoyance sociale, de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « arrêté royal du 20 juillet 1971 » l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants.

Art. 2. § 1er. Les droits au regard de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 sont examinés d'office en faveur des personnes réunissant les conditions suivantes :

1° être âgées au 30 juin 1971 de moins de 65 ans ou de 60 ans selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme;

2° avoir introduit, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une demande de pension de retraite anticipée dans le régime de pension des travailleurs indépendants ou dans celui des travailleurs salariés n'ayant pas fait l'objet d'une décision définitive à la date susvisée;

3° avoir introduit leur demande de pension anticipée en raison d'un état de santé empêchant l'accomplissement des tâches qui étaient afférentes à leur activité indépendante;

4° réunir les conditions visées aux articles 14 à 18 y compris et 83 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971;

La procédure est engagée à cet effet par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants qui transmet à l'organisme assureur compétent un dossier comprenant notamment la feuille de renseignements et le rapport visés à l'article 63 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 9 août 1963, *Moniteur belge* du 1-2 novembre 1963.

Arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967, *Moniteur belge* du 29 juillet 1967.

Loi du 20 juillet 1971, *Moniteur belge* du 29 juillet 1971.

Arrêté royal du 20 juillet 1971, *Moniteur belge* du 7 août 1971.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

27 JUNI 1972. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 89 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 45, § 3, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 en door de wet van 20 juli 1971.

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op artikel 89;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Voorzorg, van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder « koninklijk besluit van 20 juli 1971 » het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen.

Art. 2. § 1. De rechten ten aanzien van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 worden ambtshalve onderzocht voor de personen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° op 30 juni 1971 de leeftijd van 65 of 60 jaar, naargelang het een man of een vrouw betreft, niet bereikt hebben;

2° vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit in het raam van de pensioenregeling voor de zelfstandigen of van die voor de werknemers een aanvraag om vervroegd rustpensioen hebben ingediend, waarvoor op de hiervorenbedoelde datum nog geen definitieve beslissing is genomen;

3° hun aanvraag om vervroegd rustpensioen hebben ingediend wegens een gezondheidstoestand die hun belette de taken te vervullen die verband hielden met hun beroepsbezigheid als zelfstandige;

4° voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 14 tot en met 18 en 83 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971.

De procedure daartoe wordt ingeleid door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen, die aan de bevoegde verzekeringsinstelling een dossier zendt dat inzonderheid het inlichtingsblad en het verslag bevat welke zijn bedoeld in artikel 63 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 9 augustus 1963, *Belgisch Staatsblad* van 1-2 november 1963.

Koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967, *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 1967.

Wet van 20 juli 1971, *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 1971.

Koninklijk besluit van 20 juli 1971, *Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1971.

§ 2. En ce qui concerne les personnes visées au § 1er, l'arrêté royal du 20 juillet 1971 est appliqué à partir de la date à laquelle l'incapacité de travail est survenue et au plus tôt à partir du 1er juillet 1971.

Toutefois, si la demande de pension est postérieure au 30 juin 1971, celle-ci est assimilée à une demande de constatation de l'état d'incapacité de travail au sens de l'article 53 dudit arrêté, quant à la date de prise d'effet de l'application de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne peuvent porter préjudice à l'application dudit arrêté royal à une date antérieure lorsque l'intéressé a accompli la formalité visée à l'article 53 avant d'avoir introduit sa demande de pension.

§ 3. Les droits des personnes visées au présent article ayant été établis au regard de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 l'organisme assureur en donne connaissance à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

L'intéressé est invité par cette dernière institution à lui faire connaître s'il renonce au paiement de la pension pour tout ou partie de la période débutant à la date fixée conformément au § 2.

Toutefois, dès l'instant où l'intéressé a opté pour la pension, à partir d'une date déterminée, il n'est plus admis à opter pour le bénéfice de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, pour la période subséquente.

L'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants donne, sans délai, connaissance à l'organisme assureur de l'option faite par l'intéressé.

§ 4. Lorsqu'une personne visée par le présent article opte pour l'application de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 pour une période au cours de laquelle elle a perçu la pension et la rente, l'organisme assureur prélève le montant de celles-ci sur les indemnités qu'il doit payer et le fait parvenir aux organismes qui ont payé ces prestations.

Art. 3. § 1er. Les personnes âgées au 30 juin 1971, de moins de 65 ou de 60 ans, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté d'une pension de retraite anticipée accordée dans le régime de pension des travailleurs indépendants ou dans celui des travailleurs salariés, peuvent demander que soient examinés leurs droits au regard de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

Elles doivent à cet effet accomplir la formalité visée à l'article 53 de l'arrêté royal susvisé.

§ 2. Les personnes visées par le présent article doivent satisfaire aux conditions visées à l'article 2, § 1er, 3° et 4° à la date de prise de cours de la pension anticipée.

§ 3. Les dispositions de l'article 2, § 2 sont applicables aux personnes visées par le présent article. Toutefois, si la formalité visée au § 1er, dernier alinéa est accomplie après la fin du sixième mois qui suit celui de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les droits au regard de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 sont établis le 1er du mois qui suit celui au cours duquel la formalité susvisée a été accomplie.

§ 4. Les §§ 3 et 4 de l'article 2 sont applicables aux personnes visées par le présent article.

Art. 4. Pour l'application de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, la période antérieure au 1er juillet 1971 au cours de laquelle les personnes visées par le présent arrêté ont joui d'une pension anticipée dans le régime de pension des travailleurs indépendants ou des travailleurs salariés est considérée comme une période d'incapacité de travail au sens de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

Art. 5. Dans la mesure où il n'y est pas dérogé par le présent arrêté, les dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants sont applicables en ce qui concerne cette assurance.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Wat de in § 1 bedoelde personen betreft, wordt het koninklijk besluit van 20 juli 1971 toegepast vanaf de datum waarop de arbeidsongeschiktheid een aanvang heeft genomen, doch ten vroegste vanaf 1 juli 1971.

Indien de pensioenaanvraag evenwel is ingediend na 30 juni 1971, wordt deze gelijkgesteld met een aanvraag tot vaststelling van de staat van arbeidsongeschiktheid als bedoeld in artikel 53 van genoemd besluit, wat de ingangsdatum betreft voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1971.

De bepalingen van het voorgaande lid mogen geen afbreuk doen aan de toepassing van voormeld koninklijk besluit op een vroegere datum, wanneer de betrokkene de in artikel 53 bedoelde formaliteit heeft vervuld alvorens zijn pensioenaanvraag te hebben ingediend.

§ 3. Wanneer de rechten van de in dit artikel bedoelde personen ten aanzien van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 vastgesteld zijn, geeft de verzekeringsinstelling hiervan kennis aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen.

De betrokkene wordt door evengenoemde instelling erom verzocht, haar te laten weten of hij van de betaling van het pensioen afziet voor gans of voor een deel van de periode die aanvangt op de overeenkomstig § 2 vastgestelde datum.

Zodra de betrokkene evenwel vanaf een bepaalde datum voor het pensioen heeft geopteerd, mag hij niet meer voor de daaropvolgende periode opteren voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1971.

Het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen geeft de verzekeringsinstelling onverwijld kennis van de keuze van de betrokkene.

§ 4. Wanneer een in dit artikel bedoelde persoon opteert voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 voor een periode tijdens dewelke hij het pensioen en de rente ontvangen heeft, trekt de verzekeringsinstelling het bedrag ervan af van de uitkeringen die ze moet betalen en maakt zij dat bedrag over aan de instellingen die deze prestaties betaald hebben.

Art. 3. § 1. De personen die op 30 juni 1971 minder dan 65 of 60 jaar oud zijn, naargelang het een man betreft of een vrouw, en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een vervroegd rustpensioen genieten dat hun is toegekend in het raam van de pensioenregeling voor de zelfstandigen of van die voor de werknemers, mogen vragen dat hun rechten ten aanzien van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 worden onderzocht.

Zij moeten daartoe de bij artikel 53 van voorengenoemd koninklijk besluit bepaalde formaliteit vervullen.

§ 2. De in dit artikel bedoelde personen moeten op de datum waarop het vervroegd pensioen ingaat, voldoen aan de bij artikel 2, § 1, 3° en 4°, bepaalde voorwaarden.

§ 3. De bepalingen van artikel 2, § 2, zijn van toepassing op de bij dit artikel beoogde personen. Indien de formaliteit bedoeld in § 1, laatste lid, vervuld is na het einde van de zesde maand die volgt op die van de inwerkingtreding van dit besluit, worden de rechten ten aanzien van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 vastgesteld op de 1e van de maand na die waarin de hiervoren bedoelde formaliteit is vervuld.

§ 4. De §§ 3 en 4 van artikel 2 zijn van toepassing op de bij dit artikel beoogde personen.

Art. 4. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 wordt de periode vóór 1 juli 1971 tijdens dewelke de in dit besluit bedoelde personen een vervroegd rustpensioen hebben genoten in het raam van de pensioenregeling voor de zelfstandigen of van die voor de werknemers, beschouwd als een tijdvak van arbeidsongeschiktheid als bedoeld in het koninklijk besluit van 20 juli 1971.

Art. 5. In de mate dat daarop met dit besluit niet wordt afgeweken, zijn de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen toepasselijk wat die verzekering betreft.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Notre Ministre de la Prévoyance sociale, Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 juin 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Prévoyance sociale, empêché :
Le Vice-Premier Ministre,

A. COOLS

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat

adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

Art. 7. Onze Minister van Sociale Voorzorg, Onze Minister van Landbouw en Middenstand en Onze Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 juni 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Sociale Voorzorg, verhinderd :
De Vice-Eerste Minister,

De Minister van Landbouw en Middenstand,

De Staatssecretaris,

toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE

Conservatoire royal de musique à Bruxelles
Section néerlandaise. — Admission au stage

Par arrêté ministériel du 16 août 1971, M. Hendrik Rycken est nommé stagiaire à l'emploi de professeur de solfège pour chanteurs au Conservatoire royal de musique à Bruxelles, section néerlandaise, à partir de la date de son entrée en fonction.

Institut national supérieur des Beaux-Arts à Anvers
Commission de Surveillance. — Mandats

Par arrêté royal du 20 août 1971, M. Van Bladel, Victor, membre du conseil provincial d'Anvers, est nommé membre de la Commission de surveillance de l'Institut national supérieur des Beaux-Arts à Anvers, pour une période de quatre ans, prenant cours le 1er juillet 1971.

Cet avis remplace celui paru au *Moniteur belge* du 12 janvier 1972, p. 339, sous le titre : « Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise ».

Domaine de l'Etat de Gaasbeek. — Cadre

Par arrêté royal du 5 novembre 1971, qui sortit ses effets au 1er juillet 1971, l'article 1er de l'arrêté royal du 1er février 1956 fixant le cadre organique du personnel des établissements extérieurs relevant de l'Administration des Beaux-Arts et des Lettres du Ministère de l'Instruction publique est complété comme suit :

Domaine de l'Etat de Gaasbeek :
Personnel administratif :
Bibliothécaire : 1.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Personnel. — Utilisation par voie de mobilité

Par arrêté ministériel du 10 novembre 1971, M. Marchal, André, conseiller au Directoire de l'Industrie charbonnière, est désigné pour être utilisé à l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture, à partir du 10 novembre 1971.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN NEDERLANDSE CULTUUR

Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel
Nederlandstalige afdeling. — Toelating tot de stage

Bij ministerieel besluit van 16 augustus 1971 wordt de heer Hendrik Rycken, met ingang van de datum van zijn indiensttreding, aangesteld als stagedoend leraar notenleer voor zangers aan het Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel, nederlandsstalige afdeling.

Nationaal Hoger Instituut voor Schone Kunsten te Antwerpen
Commissie van Toezicht. — Mandaten

Bij koninklijk besluit van 20 augustus 1971 wordt de heer Van Bladel, Victor, lid van de provincieraad van Antwerpen, met ingang van 1 juli 1971, aangesteld als lid van de Commissie van Toezicht van het Nationaal Hoger Instituut voor Schone Kunsten te Antwerpen, voor een termijn van vier jaar.

Dit bericht vervangt het bericht verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 1972, blz. 339, onder de titel : « Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ».

Staatsdomein van Gaasbeek. — Kader

Bij koninklijk besluit van 5 november 1971, dat uitwerking heeft op 1 juli 1971, wordt artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 februari 1956 tot vaststelling van het organiek kader van het personeel der buiteninrichtingen afhankelijk van het Bestuur voor Schone Kunsten en Letteren van het Ministerie van Openbaar Onderwijs aangevuld als volgt :

Staatsdomein van Gaasbeek :
Administratief personeel :
Bibliothecaris : 1.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Personeel. — Beziging door mobiliteit

Bij ministerieel besluit van 10 november 1971, wordt de heer Marchal, André, adviseur bij het Directorium voor de Kolennijverheid, aangeduid om bij het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw te worden gebezigd, met ingang van 10 november 1971.